

Nouvelle Époque

"Une idée devient une force lorsqu'elle s'empare des masses"



INTERVIEW DU COMITÉ FÉMININ POPULAIRE

P.17

N° 10 - juillet/août 2023 - 2 €

nouvelleepoque.fr

LES QUARTIERS SE SOULÈVENT

P. 2

« UNE ETINCELLE PEUT METTRE LE FEU A LA PLAINE ! »

BILAN DE LA BATAILLE POUR LES RETRAITES : SURMONTER LA DISPERSION

P.19

ÉCOLOGIE ET LUTTE DES CLASSES LES SOULÈVEMENTS DE LA TERRE

P.11

CAMPAGNE INTERNATIONALE POUR IBRAHIM KAYPAKKAYA P.26

L'éditorial



LA JEUNESSE PROLÉTAIRE DES QUARTIERS MONTRE LA VOIE

Le lâche assassinat du jeune Nahel a déclenché un immense soulèvement spontané de la jeunesse prolétaire la plus pauvre de France. Par milliers, ils se sont insurgés et ont fait trembler le vieux monde, ils ont montré encore une fois l'immense combativité qui anime ceux qui n'ont que leurs chaînes à perdre. Il ne faut pas chercher bien loin le pourquoi d'une telle émotion : l'impérialisme est en décomposition et écrase toujours plus les masses populaires de tout son poids. Il jette toujours plus dans la pauvreté et l'indigence les plus pauvres du pays, qui se concentrent dans les quartiers prolétaires autour des centres métropolitains dégoulinant de richesse. Toute la société est en décomposition et la police, elle aussi, est le reflet de ce phénomène. Le poids de la crise générale du capitalisme a un visage concret pour la jeunesse prolétaire : c'est le flic, arrogant, raciste, bête et méchant ; et les conséquences sont physiques et mentales, elles sont très concrètes : ce sont les contrôles abusifs et ininterrompus, les insultes racistes ou non, les gifles et les humiliations, les tabassages dans les commissariats, et dans les cas extrêmes la torture et la mort. Tout cela se déroule de manière massive et incessante, certains diront d'une manière structurelle ; mais surtout, surtout, cela est systématiquement impuni. Si nous

couplons à cela la pauvreté, la difficulté à finir les fins de mois pour nos familles, l'exclusion, la vie « sans débouchés », la honte d'être pauvre, alors nous en arrivons à ce qu'un adolescent devienne un combustible qu'une étincelle peut enflammer.

L'étincelle, qui a été l'assassinat du jeune Nahel, a mis le feu à la plaine sèche de millions de jeunes désespérés. Il a fallu déployer plus de 45 000 hommes et les troupes d'élites pour arriver à contenir les insurgés après cinq jours d'émeutes, qui ont pris la forme de milliers d'actions de guérilla. Seule la violente répression et l'arrestation de milliers de personnes a permis d'étouffer, pour un temps, la rage de vivre. Les insurgés se sont attaqués directement à l'État, des dizaines de commissariats ont été attaqués, plusieurs ont brûlé, de même que les mairies étaient systématiquement prises pour cibles. Écoles, bâtiments des impôts et autres administrations ont complété le tableau. Ils visaient l'État, le Pouvoir, qui est identifié à juste titre comme le problème, et à travers tout cela le vieux monde d'exploitation. Personne dans notre camp ne devrait s'indigner face aux écoles qui brûlent : l'école n'est pas sainte, elle fait partie du problème en transmettant les valeurs et normes de la société bourgeoise. La colère de chaque gamine humiliée qui doit retirer son foulard lui fait bien comprendre qu'elle « n'est pas exactement d'ici », et se multiplie par mille au contact de la misère généralisée aux pieds des tours.

Aux attaques répétées et extrêmement déterminées de la part des émeutiers contre le problème de toute la jeunesse (l'État et les flics), il faut ajouter une immense vague de pillage où la jeunesse est venue récupérer ce que les capitalistes exproprient au prolétariat. Dans un pays hautement développé où la marchandise est partout et en grande quantité, mais où les plus pauvres ne peuvent en profiter par manque d'argent, des phénomènes de redistribution de ce type sont engendrés quand le moment se présente. Le pillage est d'ailleurs vécu par la classe dominante comme plus grave que les attaques contre les flics et l'État, car il touche directement au cœur du capitalisme, à l'expropriation (au vol, donc) de la richesse collective par la minorité de bourgeois. C'est pour cela que qu'une partie des politiciens tente de séparer la « bonne révolte » due à l'assassinat du jeune Nahel - c'est-à-dire les attaques directes contre l'État -, de la « mauvaise révolte », celle contre le capitalisme, qui s'incarne dans la marchandise. Le prolétariat se fait voler au quotidien par le patron, venir récupérer notre dû de temps en temps est logique ; notons que cela semble plus efficace que la lutte syndicale actuelle. Si nous regardons bien les pillages, nous verrons que les masses se sont même attaquées aux supermarchés, et notamment aux supermarchés *discount* ; tout cela révèle la pauvreté dans laquelle se trouve plongée une partie de la population.

La jeunesse prolétaire a montré son grand sens du combat, avec des forces de l'ordre qui ont été dépassées par les techniques de guérilla, notamment le fait de ne pas rester sur des points fixes mais de bouger en permanence. Les quelques actions armées de tirs directs sur les forces de l'ordre et les bombes ou apparentés sur les commissariats ont montré au monde que les masses populaires de France sont prêtes pour la guerre révolutionnaire. La jeunesse prolétaire n'est pas restée isolée, de nombreuses manifestations de soutien ont eu lieu, certaines réprimées par la force, et le soulèvement a touché les centres-villes ; fait notable, cette fois la jeunesse révolutionnaire était présente dans le mouvement car vivant, luttant et travaillant

elle aussi dans les quartiers.

Karl Marx commenta que l'écrasement de la Révolution ouvrière de juin 1848 créa « *la scission de la nation française en deux nations, la nation des possédants et la nation des travailleurs.* » C'était le début de la longue guerre civile qui dure jusqu'à aujourd'hui, qui est tantôt ouverte et brûlante, tantôt endormie mais toujours présente. Les journées de fin juin 2023 sont un nouvel épisode de cette guerre civile. Il n'y a de « *guerre ethnique* » que pour ceux qui nient la lutte des classes, la « *nation des travailleurs* » étant notamment constituée des masses des quartiers prolétaires, composées principalement de descendants d'africains ; elle est la nouvelle France en gestation, et elle s'oppose antagoniquement à la vieille France qui doit disparaître, celle des possédants. Alors oui, nous sommes en accord avec les réactionnaires qui disent que le pays est au bord de la guerre civile, et nous nous en réjouissons car cela signifie pour le prolétariat l'avènement du nouveau monde alors que le bourgeois, lui, ne peut que trembler car cela sonne le glas de son existence de parasite.

Plus que jamais, les forces révolutionnaires doivent fusionner avec les masses des quartiers prolétaires qui sont, et c'est une vérité transcendante aujourd'hui, le moteur et le combustible de la Révolution. L'autre nécessité, qui est la principale, c'est reconstituer l'État-major de la Révolution, le Parti du Prolétariat car il n'a jamais été aussi clair lors de ces journées (et nuits) que ce qui a manqué, c'est une direction politique, orientant le torrent impétueux des masses populaires enragées par la misère vers la conquête du Pouvoir. Ces deux nécessités sont en accord avec la situation révolutionnaire en développement inégal que connaît la France et qui s'accroît de jour en jour. ■

Le Comité de Rédaction de Nouvelle Epoque

SOMMAIRE

Lutte des classes

Brèves de presse (p. 4)

En lutte ! (p. 6)

Sur les soulèvements à Toulouse (p. 8)

Le « *plan contre la fraude sociale* », nouvel acte de la guerre contre les pauvres (p. 10)

Ecologie et lutte des classes : l'exemple des soulèvements de la Terre (p. 11)

L'impérialisme et ses guerres

Soudan : l'énième conflit impérialiste sur la scène africaine (p. 12)

Sur la situation en Turquie (p. 13)

Mouvement des femmes

Interview du Comité Féminin Populaire (p. 17)

Vers la Révolution

Bilan de la bataille pour les retraites : surmonter la dispersion (p. 19)

Héros et héroïnes du prolétariat de France : Gilles Tautin (p. 21)

Sur la réactionnarisation actuelle (p. 23)

International

Succès de la Campagne internationale pour Ibrahim Kaypakkaya, dirigeant communiste (p. 26)

Face aux crimes de guerre d'Israël, solidarité avec la Palestine ! (p. 28)

BRÈVES DE PRESSE

Depuis la mort du jeune Nahel le 27 juin 2023, les masses les plus profondes dans l'État français se sont révoltées bruyamment, ciblant notamment le cœur de l'État bourgeois, les lieux de pouvoir et de marchandises. Instinctivement, ce sont principalement les commissariats et les mairies qui ont été ciblés principalement. Petit tour d'horizon des actions combatives qu'a connu la France ces dernières semaines.

Attaque d'une prison

Dans la nuit du 28 au 29 juin, la prison de Fresnes en région parisienne est prise d'assaut. Nous devons comprendre cet acte politiquement : des jeunes révoltés attaquent le cœur de l'appareil répressif, colonne vertébrale de l'État bourgeois, pour libérer des détenus prolétaires. L'attaque au mortier d'artifice est accompagnée d'incendies, et pousse les unités spécialisées dans le maintien de l'ordre en milieu carcéral à se mobiliser.■

Révoltes à Toulouse

Les révoltés ont incendié une grue dans le quartier de la Reynerie à Toulouse, dans la nuit du 29 au 30 juin. Cet acte n'est pas un incendie aveugle, mais bien l'expression d'une colère des masses populaires contre le projet de destruction de plusieurs barres d'immeubles de la Reynerie, sans proposition claire et viable de relogement des familles expulsées.■

Révoltes à Lyon

A Lyon, les révoltes se sont faites particulièrement violentes, embrasant les quatre coins de la métropole, intra comme extra-muros (Etats-Unis-Viviani, la Guillotière, la Duchère, Vénissieux, Vaulx-en-Velin, etc.). Cette révolte n'est pas restée cantonnée à la périphérie des villes mais est venue en plein centre-ville : le commissariat du 4^e arrondissement a été attaqué, le riche et touristique 1^{er} arrondissement a été le terrain de nombreux heurts, même le bourgeois 6^e arrondissement ayant été touché.

Ces révoltes ont été lourdement réprimées : envoi de la BRI et du RAID, et surtout une justice partielle à la solde des puissants. Le collectif Flagrant Deni recense 8,75 années de prison ferme distribuées par le tribunal judiciaire pour 19 dossiers, dont seulement 4 pour violence et 1 seul avec des ITT. Le vol, l'atteinte à la propriété privée (base du capitalisme) a ainsi déchaîné la justice bourgeoise, comme l'ordonnait le ministre Dupont-Moretti.■



Des jeunes repoussent la police à Nanterre

Une révolte qui enflamme par-delà les frontières

La révolte s'est étendue au-delà des frontières nationales. A Bruxelles, le commissariat du Parvis de Saint-Gilles a été la cible d'un jet d'engin incendiaire dans la nuit du 6 au 7 juillet. La Suisse a également été touchée, notamment à Lausanne et Genève où des jeunes se sont rassemblés en centre-ville pour affronter les forces de police et s'en prendre notamment aux temples des marchandises, les centres urbains commerçants.■

AUTRES INFOS

La Bretagne contre le mal-logement

Le samedi 10 juin, une grande manifestation a rassemblé à Douarnenez (Finistère) plusieurs centaines de personnes, associations et collectifs, pour dénoncer le mal-logement, cela alors que plus de 500 000 logements sont vacants, entre bâtiments inoccupés et résidences secondaires. Plusieurs prises de parole ont rappelé que la cause de cette maladie qui frappe la Bretagne comme le reste de la France est le capitalisme, entre gentrification de la péninsule, « *nettoyage* » social de la capitale à l'approche des JO, et chauvinisme jacobin qui écrase la région depuis des centaines d'années. L'Internationale, hymne du prolétariat international, a été chantée et reprise par de nombreux participants, et les opportunistes députés de la France Insoumise ont été hués par la manifestation. ■

Grève au JDD

La fronde s'installe au sein de l'équipe du Journal du Dimanche, un des monopoles de la presse bourgeoise. « *L'hebdomadaire d'informations* », propriété du multimilliardaire et réactionnaire Vincent Bolloré, fait face à un mouvement de grève au sein de la rédaction. En cause ? La nomination de Geoffroy Lejeune au poste de directeur de rédaction. L'ancien directeur de rédaction du torchon Valeurs Actuelles (média d'extrême-droite), ami de Eric Zemmour et Marion-Maréchal le Pen est rejeté par une écrasante majorité de la rédaction du JDD, qui refuse de travailler sous sa direction. Si la parution du JDD est perturbée par ce mouvement de grève, le point intéressant à souligner est celui de la stratégie de Vincent Bolloré. Acteur et figure majeure de la frange la plus réactionnaire de la bourgeoisie, il utilise son capital pour servir ses intérêts en façonnant l'opinion publique. ■

La Fosse aux Lyons débarque

Le 15 mai a été officialisée la naissance d'un nouveau groupe pro-palestinien à Lyon (Rhône), la Fosse aux Lyons. Nommé en hommage au groupe de combattants de Naplouse (Palestine), la création de ce comité n'est pas anecdotique. En effet, il intervient quelques jours après la création d'un autre comité, le Comité Toulouse-Naplouse, et quelques semaines après la bataille de la « *Revanche des livres* » qui a vu la Résistance palestinienne pousser l'État criminel israélien à accepter un cessez-le-feu. Alors que Georges Abdallah est toujours emprisonné en France, et ce depuis bientôt 40 ans, et qu'il vient de déposer sa 9e demande de libération, les masses populaires de France empoignent et lèvent toujours plus haut le drapeau du peuple palestinien dans un profond esprit d'internationalisme prolétarien. ■

Grève au CHU de Nantes

Les personnels de facturation du CHU de Nantes (Loire-Atlantique) mené une grève complète contre leur direction depuis la mi-juin, exigeant une revalorisation salariale et surtout une reconnaissance de statut. Actuellement fonctionnaires en catégorie C, ils revendiquent la reconnaissance en Techniciens Hospitaliers. Face au mépris et à la sourde oreille que leur tend la direction, les employés en lutte ont envahi les locaux de la direction, forçant les équipes dirigeantes à fuir la fronde. Contre la casse du service public hospitalier et face aux patrons voyous, on a raison de se révolter ! ■

Personnels éducatifs en lutte

De nombreux personnels éducatifs ont participé à une large journée de mobilisation le mardi 13 juin, à l'appel de plusieurs organisations syndicales. Les revendications portaient notamment sur les conditions de travail des AESH (Accompagnants d'élèves en situation de handicap) et secondairement sur celles des AED (Assistants d'éducation). Personnels corvéables à merci et les plus précaires de l'Education Nationale, les deux professions refusent d'être les variables d'ajustement d'une politique anti-peuple. C'est forts de cette mobilisation que de nombreux travailleurs se sont réunis à Saint-Etienne (Loire), Nantes (Loire-Atlantique), ou encore Saint-Denis (La Réunion). ■

EN LUTTE !



Lyon, quartier des Etats-Unis. A l'initiative du Comité Populaire d'Entraide et de Solidarité du quartier, et en comptant sur la présence de la Fosse aux Lyons, une fresque en mémoire de Nahel a été réalisée. Ce fut l'occasion de discuter avec les habitants de la situation et de s'organiser pour assurer du soutien aux personnes interpellées et emprisonnées.



Lyon, quartier des Etats-Unis. A l'initiative du CPES, un rassemblement en hommage à Nahel a eu lieu au quartier. Plus de 50 personnes étaient présentes pour soutenir la famille et appeler à se révolter !



Saint-Etienne, quartier de Solaure. Un goûter populaire en soutien à la Palestine a été organisé par le CPES du quartier, qui a rassemblé une quarantaine de personnes. L'événement a été très bien accueilli par les habitants, et s'est terminé avec un petit tournoi de football convivial.



Les activistes de la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire (LJR) de la région parisienne ont organisé un campement en forêt. Pendant un week-end les activistes ont pu profiter de formations théorique et pratique tout en effectuant un bilan du mouvement social contre la réforme des retraites.



Les Jeunes Révolutionnaires de Limoges ont organisé une journée de formation et de camaraderie. Un bilan sur la mobilisation nationale contre la réforme des retraites a été tenu, ainsi qu'une formation sur les bases du marxisme.



Le jeudi 18 mai, à la Maison du Peuple de Toulouse, une soirée a été organisée par le Comité Toulouse-Naplouse pour dénoncer le maintien du jumelage entre Toulouse et Tel-Aviv, colonie sioniste. Au total, ce sont plus de 40 personnes qui ont répondu présent.



Le dimanche 18 juin était organisé à Paris la grande manifestation nationale pour exiger la libération de Georges Ibrahim Abdallah, militant communiste et pour la Palestine enfermé en France depuis 39 ans. La Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire, les Jeunes Révolutionnaires, la Cause du Peuple et-Nouvelle Epoque étaient notamment présents dans le cortège de la Campagne Unitaire.

Sur les soulèvements à Toulouse



Tirs de mortiers contre la police lors des récentes émeutes, quartier de la Reynerie.

Article écrit par notre correspondant sur place.

Suite à l'exécution de Nahel, la jeunesse des quartiers s'est embrasée. Pendant une semaine, des affrontements contre la police ont éclaté de manière intense, le niveau de combativité de la jeunesse est à la hauteur du niveau d'ignominie des crimes de l'Etat français : destruction des quartiers, réduction des services publics, abandon des programmes culturels, harcèlement policier allant jusqu'aux meurtres, insultes permanentes dans les médias des monopoles.

À Toulouse, les quartiers du grand Mirail ont connu une réponse rapide suite à ce meurtre. Dès le lendemain, mercredi 28 juin en fin d'après midi, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées dans le but de défendre le quartier contre un déploiement policier. En sous-effectif, la police a mis plusieurs heures à disperser la foule malgré l'utilisation de gaz lacrymogènes et de LBD. Des barricades enflammées ont été déployées à Bagatelle, à Reynerie, des voitures enflammées ont été utilisées pour ralentir la progression de la police.

Lors des émeutes, nous avons vu la jeunesse des masses les plus profondes partir à l'affrontement, des jeunes de 12-13 ans parfois. Leur quotidien c'est de vivre dans des quartiers continuellement détruits où toute vie associative, culturelle et sportive est tenue à bout de bras par quelques habitants. D'être scolarisé dans des établissements où les professeurs et le personnel les considèrent comme des délinquants en puissance et cherchent à les pousser vers la sortie, où ils subissent parfois des remarques racistes. De savoir que leurs parents triment et ne gagnent pas grand chose. Lorsqu'ils allument la télé, c'est pour entendre des gens les insulter et leur dire qu'ils n'ont pas leur place dans la société. Et dans les faits avec le chômage, les difficultés pour trouver un travail ou une formation, ce discours

devient une réalité. De l'autre côté, ils savent que la France est un pays riche qui mène des opérations militaires dans les pays d'origine d'une partie de leurs ancêtres.

L'assassinat de Nahel c'est leur assassinat à eux, et la rage accumulée et le dégoût d'une société aussi injuste, aussi cynique et corrompue a vu toutes les digues sauter. Ce qui a animé cette révolte est ce qui anime les opprimés depuis l'aube des temps contre leurs oppresseurs, et si c'est la jeunesse qui est montée en première ligne c'est parce qu'elle réalise l'avenir qui l'attend et refuse de l'accepter. Il faut énormément de bravoure pour se placer face à une formation de flics qui tire au LBD et utilise des armes chimiques, des armes de guerre.

Jusque tard dans la nuit, les jeunes du Mirail ont résisté aux assauts policiers, s'organisant pour les harceler, les prendre à revers, leur tendre des embuscades dans les parcs. Les jeunes ont la plupart du temps décidé de ne pas cibler les pompiers et de les laisser passer. Le chantier situé à Reynerie a été dépouillé et les engins incendiés, y compris la grue. Au delà du décompte des destructions de voitures ou de magasins, il faut voir l'aspect politique.

Ces émeutes, contrairement à 2005, ont été plus intenses et ce dès le début, et beaucoup plus courtes dans le temps. Les quartiers ne sont pas restés isolés, dès le premier jour les activistes politiques ont été appelés par les jeunes du Mirail via Instagram, qui leur ont dit clairement une fois sur place : « si vous êtes là c'est pour vous battre, sinon barrez vous ». Malgré une participation importante mercredi, le deuxième jour leur nombre a fondu comme neige au soleil, le niveau était trop élevé et les affrontements n'étaient pas ceux d'une manifestation où la foule protège. La société civile a organisé des rassemblements contre les violences policières dans les centres-villes, d'anciens Gilets



Emeute du mercredi soir au Mirail

Jaunes sont venus dans les quartiers, même en faible nombre, et cela montre que la rupture organisée par l'Etat entre les masses les plus opprimées et les « couches moyennes » de la population tend à disparaître et non à se renforcer. Le besoin exprimé par les masses pour la justice, pour la dignité est partout le même.

Le plus notable est la participation de révolutionnaires organisés qui ont lutté coude à coude avec la jeunesse des quartiers, qui sont restés pour se battre plusieurs soirs de suite, apportant leur expérience des dispositifs policiers et participant à galvaniser les révoltés. Les plus jeunes, impressionnés par les pluies de gaz et les déploiement de CRS, ont souvent eu tendance à s'affoler. Mais les moins jeunes ayant l'expérience des émeutes de 2018 et les révolutionnaires ont contribué à tenir les rangs, à organiser la surveillance des rues adjacentes, à donner des consignes pour avancer ou reculer. La logistique a été organisée pour fournir les premières lignes en mortiers (feux d'artifices) avec des personnes dédiées à cette tâche. Depuis le haut des immeubles des guetteurs, jeunes hommes et aussi jeunes femmes, indiquaient le déplacement des forces de police permettant aux révoltés de ne pas être pris à revers. Plusieurs fois des groupes de CRS se sont retrouvés isolés et pris en embuscade la nuit depuis les parcs qui se trouvent dans les grands espaces entre les immeubles, les obligeant à se replier pour ne pas être débordés. Les batailles pour défendre le quartier ont contribué à forger une jeunesse combative qui a éprouvé sa bravoure dans l'affrontement sous les tirs de lacrymo et de grenades de désencerclement. Dans ces affrontements où les

révoltés ont obligé la police à s'enfoncer dans les quartiers, des techniques de guérilla même très sommaires ont été employées, tirant profit de la connaissance du terrain et des passages dans les bâtiments pour se disperser et se regrouper, attirer la police dans une situation défavorable où la supériorité de l'équipement et de sa formation ne lui ont servi à rien. Durant toutes les nuits d'émeutes, les forces de répression ont été dépassées, usées, désordonnées par des garçons d'une quinzaine d'années, c'est une véritable humiliation pour les forces de police.

Cette situation est celle de la crise de fin de vie du capitalisme. Les illusions pseudo-démocratiques se dissipent et la colère est montée d'un cran, la crise politique qui se dessine n'est pas une crise au sein des masses, mais une crise entre les masses et ceux qui sont au pouvoir. En France, comme l'expliquait Marx il y a plus de 150 ans, il y a deux nations, celle de la bourgeoisie qui est au pouvoir, et celle des masses ; dans le fond la situation n'a pas tellement changé depuis 1848 et la crise violente que nous allons traverser sera résolue par l'organisation des opprimés contre les oppresseurs pour la conquête du pouvoir. ■

Le "plan contre la fraude sociale", nouvel acte de la guerre contre les pauvres



Gabriel Attal a annoncé cette nouvelle attaque le 29 mai 2023

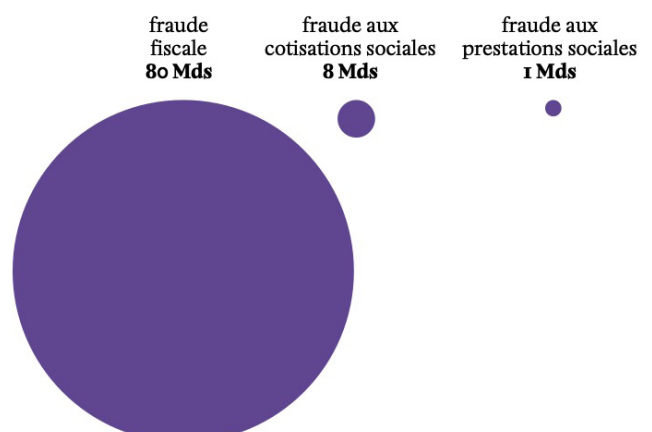
Gabriel Attal (ministre délégué chargé des Comptes publics) a dévoilé le lundi 29 mai 2023 lors d'un entretien avec Le Parisien son plan de lutte sur 10 ans « contre la fraude sociale », qui coûterait selon la cour des comptes « seulement » 6 à 8 milliards d'euros par an à l'Etat français. Ainsi, en résumé, le gouvernement souhaite renforcer les conditions de résidences en France pour bénéficier d'allocations sociales ainsi que fusionner la carte vitale avec la carte d'identité française, et surtout renforcer les sanctions contre les fraudeurs.

Cette nouvelle attaque contre les pauvres a lieu car l'impérialisme français, c'est-à-dire les gigantesques monopoles financiers de France, fait face à un manque à gagner important. L'État, qui est au service des multinationales, doit faire face une crise de la dette (rappelons que la dette publique française a atteint 2 950 milliards d'euros fin 2022, ce qui représente 111,6 % du PIB français) et a un budget des armées atteignant 40,9 milliards d'euros et un budget de l'Intérieur à 1,5 milliards d'euros (c'est une nécessité pour lui en prévision des futures contestations du prolétariat français et des pays opprimés). Le gouvernement Macron a donc décidé de racler les fonds de tiroir afin d'augmenter ses recettes annuelles en s'attaquant à nouveau aux pauvres sans avoir à s'attaquer à ses maîtres de la bourgeoisie.

Rappelons que la fraude fiscale perpétrée par la bourgeoisie coûte 80 milliards d'euros par an à l'état français et que le nombre de fraudeurs sociaux et fiscaux passant devant la justice est sensiblement le même, seuls les montants changent. Alors que pour 1 400 fraudeurs fiscaux à l'année qui passent devant la justice, la somme moyenne à rembourser est de 6 000 €, pour 1 400 fraudeurs sociaux la somme moyenne que l'État n'a pas perçue est de 100 000€. Ainsi, le gouvernement décide encore une

fois de criminaliser la pauvreté plutôt que de mordre la main de la bourgeoisie, c'est pour cette raison qu'émerge ce plan contre la fraude sociale qui est beaucoup plus agressif que n'importe quel plan contre la fraude fiscale. Il est d'ailleurs de bon ton de rappeler un chiffre aberrant : 30 à 35% des aides sociales qui devraient être versées ne le sont pas, car énormément de gens ne les demandent pas alors qu'ils devraient en bénéficier.

Plutôt que de s'intéresser à ceux d'en bas qui tentent de gratter, et à raison, quelques centaines d'euros, face à l'inflation, le chômage ou encore les salaires trop bas, l'État préfère criminaliser la misère et diviser le prolétariat en sous-entendant que ce sont les « étrangers » qui sont à la base de la fraude sociale, si l'on s'intéresse aux dernières déclarations de Bruno le Maire ou de Gabriel Attal. Lutter contre ce nouveau grand plan est une nécessité, car il est une attaque frontale contre notre classe et une manœuvre réactionnaire de plus qui pave la voie au fascisme. ■



Ecologie et lutte des classes : l'exemple des Soulèvements de la Terre



L'été commence et la catastrophe écologique ressurgit. 51 départements étaient déjà en état de sécheresse dès fin juin, tandis qu'entre Garonne et Atlantique les orages diluviens s'enchaînent. Les événements climatiques exceptionnels deviennent la norme, et dans ce moment précis l'État choisit de dissoudre les Soulèvements de la Terre (SDT). Le soutien populaire est réel et puissant, des dizaines de milliers de personnes appuient la ligne des SDT, c'est-à-dire l'action directe relativement radicale. Les « Faucheurs volontaires », un groupe anti-OGM du début des années 2000, avaient déjà prouvé l'inquiétude qui touche les masses populaires au sujet de l'écologie et de la nourriture. Il semblerait que tout notre monde n'est plus que poison : l'eau, la nourriture et l'air sont devenus des dangers pour la vie humaine ; l'explosion des cancers est le reflet de cette réalité matérielle dans notre chair.

Les Soulèvements de la Terre ne sont en fait pas persécutés parce qu'ils s'attaquent à l'écocide, mais parce qu'ils s'attaquent au fondement de la société bourgeoise, la propriété privée. Dès la Révolution française, la Déclaration des droits de l'Homme pose le cadre : *« la propriété est un droit inviolable et sacré »* ; et dans notre actuelle Constitution, le droit à la propriété *« est un droit naturel et imprescriptible pour l'Homme dont sa conservation constitue l'un des buts de la société politique »*. La chose est on ne peut plus claire : s'attaquer à la propriété, c'est l'apostasie de la société capitaliste, dont la base est la propriété privée des moyens de production. Désarmer une centrale à béton apparte-

nant au monopole Lafarge, détruire une pompe pour empêcher que les agro-capitalistes continuent à profiter, relève de « l'hérésie ». Le rôle central de l'État bourgeois, sa raison d'être, est bien de conserver et de protéger la propriété privée, si besoin par la mort et la destruction.

Nous touchons là aux limites des Soulèvements de la Terre. La démarche est puissante, mais l'analyse ne va pas au fond des choses et reste superficielle. Ils n'expliquent nulle part que c'est le mode de production capitaliste qui engendre tout cela, et que c'est par le passage révolutionnaire à un mode de production supérieur, le Communisme – et donc par la fin de la propriété privée –, qu'on sortira de la catastrophe. Les SDT soutiennent la petite paysannerie comme si elle était la solution à un problème beaucoup plus large. Il est effectivement nécessaire de soutenir la petite et moyenne paysannerie face au monopole agro-capitaliste, mais penser qu'il y a possibilité de revenir en arrière est illusoire. Karl Marx le disait déjà au XIX^{ème} siècle : la paysannerie est condamnée comme classe car elle ne répond pas aux exigences économiques du capitalisme. L'effondrement numérique accéléré de la petite et moyenne paysannerie correspond à la modernisation et au développement de l'impérialisme français. Les politiques de regroupement de parcelles et de mécanisation massive ont visé à moderniser l'agriculture pour répondre au développement de l'agro-capitalisme. Ce fut une des œuvres du Gaullisme, qui de manière opportuniste se faisait le *« défenseur du petit paysan »*. La concentration de la terre est consubstan-

tielle de la décomposition de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme. Tout le système n'avantage que les gros propriétaires, les autres devant se moderniser ou périr – ou de manière minoritaire, trouver des « niches ». Cette concentration va s'accélérer, car 5 millions d'hectares (soit 20 % de la surface agricole nationale) vont changer de main d'ici 2033, du fait du départ à la retraite de plus de 25 % des agriculteurs. En 2013 en France, 20 % des exploitations étaient supérieures à 100 hectares (c'est-à-dire considérées comme « grande propriété ») mais contrôlaient à elles seules 61,9 % de la surface agricole utile – elles se concentrent dans les zones de grandes cultures céréalières intensives.



Manifestation combative contre les méga-bassines à Sainte-Soline

Cela démontre ce que le marxisme affirme : le capitalisme pose les bases matérielles de la collectivisation. La solution est dans la collectivisation des grandes propriétés foncières d'un côté et le soutien aux moyennes et petites propriétés de l'autre ; ces dernières passeront dans le domaine collectif sur une période plus longue, dans une démarche avant tout pédagogique. Qui dit collectivisation de la terre, dit destruction du monopole de l'agroalimentaire, par l'expropriation des grandes entreprises, véritables vampires de la petite et moyenne agriculture. Nous avons là le programme révolutionnaire minimum pour la petite et moyenne paysannerie : expropriation et collectivisation de la grande propriété foncière et du monopole agro-industriel.

Quand nous parlons de collectivisation, nous parlons d'une gestion de la terre et de la nature non pas organisée pour le bien-être du marché, mais au service de la population et du développement social du pays. La planification agricole permettra d'adapter les cultures aux réalités des sols, d'organiser des grands plans de réparation des sols, d'utiliser l'eau de manière rationnelle, d'interdire des grandes parties du territoire à la présence humaine, dans l'esprit des zapovedniks (grandes aires naturelles intégralement protégées) de l'URSS.

Si nous creusons un peu plus sur ce sujet, nous nous rendons compte que le réel problème historique est la division entre la ville et la campagne, aujourd'hui entre la métropole et « l'arrière-pays », l'arrière-pays. C'est le cœur du problème paysan et rural, mais aussi métropolitain. Toute politique écologique révolutionnaire doit poser la question de la déconcentration à grande échelle des métropoles et de la réorganisation radicale du territoire. Le démantèlement planifié des métropoles doit aller de pair avec le développement économique des zones rurales. Cela ne peut passer que par la réindustrialisation du territoire, créant les bases économiques pour un développement en harmonie avec la biosphère. Le but, à terme, est de supprimer la différence entre la ville et la campagne. L'appropriation de la technique et de la science pour le bien-être collectif donnera les clés pour résoudre tous les problèmes, car la recherche scientifique au service du capital et coupée de la réalité matérielle des masses participe grandement à la catastrophe. Notons d'ailleurs ici que la critique de la technologie dans l'absolu qui est faite par les SDT est totalement erronée. Le marxisme porte comme projet la fin de la division entre la sphère manuelle et intellectuelle, le socialisme portera donc la fusion entre le travailleur de la terre et le

scientifique.

Bien. Tout cela pose les bases d'un début de réflexion, mais ne sera qu'un vœu pieu si la question du Pouvoir, c'est-à-dire la question de qui dirige la société, n'est pas abordée. Les SDT « n'attendent rien de l'État », mais pourtant leur démarche actuelle qui ne pose pas la question du Pouvoir tend à renforcer l'État, à lui donner encore plus un rôle de médiateur entre le capital et « la terre ». Qui d'autre que la puissance étatique peut aujourd'hui arrêter les méga-bassines ? Qui a décrété la fin de l'aéroport de Nantes et qui autorise et soutient massivement les LGV Bordeaux-Toulouse ou Lyon-Turin ?

La question au centre de tout devrait donc être celle de l'État. En un mot, quel État et pour qui ? Tous les militants, activistes et masses qui appuient les SDT sont d'accord : nous vivons sous la dictature de la minorité de riches qui imposent leurs volontés à la majorité. Rien n'est plus exact ! En revanche, nulle part il n'est dit que ce dont nous avons besoin, c'est de la dictature de la majorité sur cette minorité, pour la contraindre à disparaître socialement, soit en tant que classe, en expropriant par la force les monopoles, en nationalisant le commerce extérieur, en fermant la bourse. Depuis Karl Marx, cette politique s'appelle la Dictature du Proletariat, la démocratie pour le plus grand nombre mais la dictature pour les exploités. C'est le seul chemin politique qui pourra contraindre les Lafarge à disparaître, qui pourra mettre toute l'intelligence collective vraiment au service du collectif, qui pourra organiser un plan massif de plantation de haies et de forêts, de sauvegarde de l'eau et de sanctuarisation de vastes zones naturelles, qui pourra supprimer le tourisme de masse dans ces zones, et tout le reste.

Nous faisons donc assurément partie intégrante des Soulèvements de la Terre, nous comprenons l'urgence et la nécessité d'agir, mais nous disons qu'il faut aller plus loin, qu'il faut politiser la question et que la politique c'est l'expression de l'antagonisme de classe, et donc de qui dirige la société, de quelle classe a le pouvoir ; car c'est bien le cœur de tout. Si ça ne l'était pas, les attaques des SDT contre la propriété privée n'auraient pas reçues une réaction aussi radicale de la part de l'État, que cela soit à Sainte-Soline ou avec leur dissolution. Alors allons jusqu'au bout de la critique, et proposons un chemin clair pour la biosphère et la fin de l'écocide. ■

Soudan : l'énième conflit des impérialistes sur la scène africaine



A gauche, le général Al-Burhan. A droite, le général "Hemedti"

Le 15 avril 2023, au petit matin, alors que le monde se réveille, le Soudan émerge au son des armes lourdes et des blindés dans un affrontement opposant les deux hommes forts du pays depuis leur putsch en 2021 et l'ancien autocrate Omar El-Bechir. D'un côté, on trouve le général Hemedti, chef d'un groupe paramilitaire nommé « Forces de Soutien Rapide » (FSR) et accessoirement un des hommes les plus riches du pays par son contrôle des mines d'or ; et de l'autre, le général Al-Burhan, chef des forces armées soudanaises et de-facto président du pays depuis la chute d'Omar El-Bechir, précipité par les deux nouveaux ennemis. Situé au nord-est de l'Afrique, au sud de l'Égypte, le Soudan est le 3^{ème} producteur d'or d'Afrique, avec 76 tonnes extraites annuellement des entrailles du pays, et des réserves de pétrole importantes (bien que plus faibles depuis l'indépendance du Soudan du Sud qui en possède la majorité). Malgré ses importantes ressources naturelles, le Soudan reste un des pays les plus pauvres du monde. Pour ces multiples raisons, le Soudan est une proie privilégiée des grandes puissances impérialistes qui veulent mettre la main sur le pactole.

Intéressons-nous maintenant aux raisons du conflit. Selon les médias et c'est en partie vrai, le conflit s'est déclenché car d'un côté le général Hemedti souhaite une intégration complète de ses milices à l'armée régulière du Soudan ainsi qu'une place à l'Etat-Major, mais Al-Burhan, bien que favorable à cette intégration, pose ses propres conditions et refuse une intégration à l'État-major des gradés des FSR. Al-Burhan comme Hemedti ont rencontrés des officiels des États-Unis, de la Russie et même d'Israël pour des raisons qui n'ont pas encore été divulguées. Néanmoins, il est connu qu'Al-Burhan possède des liens avec l'Égypte, et donc indirectement avec

les États-Unis, tandis que Hemedti a des liens avec l'Éthiopie, les Émirats-Arabes-Unis, l'Arabie Saoudite, et surtout avec la Russie à travers le groupe de miliciens Wagner, qui extrait de l'or dans les mines détenues par Hemedti afin de soutenir l'effort de guerre russe en Ukraine.

Ainsi, ce qui semble être un conflit local entre deux hommes forts s'affrontant pour des questions militaires ou ethniques (Hemedti étant issu des tribus arabisées alors que Al-Burhan fait partie des tribus du centre du pays) est en réalité un conflit impérialiste pour le contrôle des ressources du pays, ce que nous allons continuer à démontrer dans la suite de cet article.

Pour cela, nous allons devoir présenter deux nouveaux acteurs majeurs en Afrique, la Libye du maréchal Khalifa Haftar et l'Égypte du président Al-Sissi. Le maréchal Haftar est un ancien compagnon d'armes de Kadhafi, qui a abandonné celui-ci après la défaite contre les forces du Tchad, soutenu par les États-Unis, en 1987. Faisant défection aux États-Unis, la CIA voit dans Khalifa Haftar et ses troupes des forces spéciales libyennes un atout qui pourrait les aider à contrôler le pays producteur de pétrole qu'est la Libye, en plus de pouvoir abattre Kadhafi. Ainsi, Khalifa Haftar passera 20 ans en exil aux États-Unis dans l'état de Virginie, à quelques minutes en voiture du siège de la CIA.

Revenu en Libye en 2011, Haftar prend part à l'insurrection contre Kadhafi, mais il dépasse très vite le rôle dans lequel voulaient le cantonner les États-Unis. En effet, il n'était pas censé prendre le pouvoir en Libye, mais sa prise rapide a mené à son acceptation en tant que nouveau chef du pays par les États-Unis... jusqu'à que le général libyen se rap-

proche de la Russie et des mercenaires du groupe Wagner. Les USA, voyant donc d'un mauvais œil ce rapprochement entre la Russie et le nouvel homme fort libyen, décident de se venger contre leur « ex poulin » en le poursuivant pour crimes de guerre contre l'humanité par suite de sa participation à la guerre civile libyenne. Cela a poussé Haftar à liquider ses biens et ses comptes en banque américains en réaction.

De plus, de nombreux médias américains ont récemment divulgué que des documents secrets des renseignements US avaient fuité. Ces documents démontrent selon eux l'étendue de l'influence de Wagner en Afrique, et particulièrement en Libye, où les troupes du groupe utilisent depuis des années des bases aériennes, et où les États-Unis observent des « *mouvements inhabituels* » depuis le début du conflit soudanais.

Le 12 avril dernier, juste un jour avant le début des affrontements au Soudan, l'un des fils du maréchal Haftar était en mission à Khartoum pour faire suite à sa nomination en tant que président d'honneur du deuxième plus grand club de football du pays soudanais. Mais le soir même, il rencontrait le général Hemedti, chef des paramilitaires des Forces de Soutien Rapide. Il lui aurait révélé que les Russes possédaient des informations confidentielles selon lesquelles les forces régulières du Soudan planifiaient une attaque contre les Forces de Soutien Rapide.

Haftar a donc, pour le compte des Russes et surtout du groupe de mercenaires Wagner, décidé de soutenir Hemedti dans ce conflit pour le contrôle du Soudan et ses ressources, en plus du soutien déjà existant des Émirats-Arabs-Unis. Il manque néanmoins un acteur, l'Égypte d'Al-Sissi qui soutient Al-Burhan, président de-facto du Soudan.

L'Égypte, qui a signé en 1979 le traité de paix mettant fin à l'état de guerre avec Israël, reçoit des États-Unis une aide militaire de plus d'un milliard de dollars par an, inféodant ainsi l'état égyptien aux États-Unis à condition de ne pas entrer en conflit avec le plus grand relai de l'impérialisme américain au Moyen-Orient, Israël. Le 9 mars 2023, le ministre américain de la défense Lloyd Austin, en visite au Caire, et le président égyptien Al-Sissi, ont réaffirmé l'importance du partenariat entre leur deux pays. Le ministre américain a souligné le rôle de l'Égypte comme force de stabilisation au Moyen-Orient et en Afrique, et a qualifié le pays de « *pilier essentiel* » pour les USA dans la région.

L'Égypte, partageant une frontière commune avec le Soudan, préfère ainsi soutenir Al-Burhan, qui a fait ses classes en Égypte, en pariant sur un scénario d'une guerre courte afin d'éviter un scénario à la libyenne et un exode massif des populations, bien que déjà en cours, et faisant ainsi directement ou indirectement le jeu des États-Unis, en tenant ainsi tête à la Russie et à Wagner qui soutiennent Hemedti, car en cas de défaite, Wagner perdrait les mines d'or qui lui permettent d'entretenir l'effort de guerre Russe en Ukraine.

Avec 1 800 civils tués, 500 blessés et 500 000 déplacés en seulement un mois, ce conflit a pour risque de finir comme les autres conflits en Ukraine, au Yémen ou en Libye ; un conflit sans fin où les impérialistes et leurs laquais redoublent d'ingéniosité pour multiplier les atrocités, dont les civils seront les premiers à payer le coût, avec un exode massif de population et une destruction totale du pays. Le conflit au Soudan fait donc partie intégrante du conflit entre les impérialistes au niveau mondial, qui se battent pour la domination des marchés financiers et des ressources. Comme toujours, le tiers-monde est le butin qu'ils veulent se répartir. ■



A propos de la situation en Turquie



“Ni urnes, ni parlement, tout le peuple sur le chemin de la révolution !”

Le dirigeant réactionnaire turc Recep Tayyip Erdoğan a été réélu président le 29 mai. Président de la République turque depuis 2014, il était avant cela Premier ministre depuis 2003, avant de faire changer la constitution pour arroger au nouveau Président un rôle plus prégnant.

Réélu à l'issue d'élections mouvementées, mais dont l'issue est somme toute classique, Recep Erdogan avait pourtant mal débuté sa campagne à la suite des tremblements de terre meurtriers du 6 février 2023 ; en effet, sa gestion a été fortement critiquée par l'« opposition ». Face à l'homme fort du régime turc, 6 partis bourgeois se sont alliés au sein de l'Alliance de la nation (aussi appelée « Table des Six »). Ces 6 partis sont le Parti républicain du peuple (CHP), le Bon Parti (Iyi), le Parti de la félicité (SP), le Parti de la démocratie et du progrès (Deva), le Parti de l'avenir (GP) et le Parti démocrate (DP). « L'Alliance Populaire », la coalition pro-Erdogan, est soutenue majoritairement par l'extrême-droite.

L'alliance « anti-Erdogan », extrême-

ment hétéroclite, rassemblait pourtant de la « gauche » parlementariste à certains partis de l'extrême-droite turque, des franges laïques à l'islam radical. Comment comprendre leur défaite ? Assez simplement somme toute : le régime turc est complètement verrouillé ; Erdogan a façonné un État à son image, qui rassemble derrière lui une bourgeoisie bureaucratique (soumise à l'impérialisme) très importante. Soutien à la bourgeoisie, pouvoir absolu (fusion des rôles de président et Premier ministre, réécriture de la Constitution, etc.), contrôle des médias et de l'information, attachement profond au président par certaines tranches de la population, trop grande disparité au sein de l'opposition... voilà les ingrédients utilisés pour stabiliser le régime.

En effet, comme en France, les revendications des soi-disant « progressistes » et « révolutionnaires » sont noyées par les médias bourgeois, tronquées, et il est IMPOSSIBLE de mener une campagne réellement révolutionnaire dans le cadre électoral bourgeois ; seule une campagne de boycott des élections peut tirer son épingle du jeu

et s'opposer réellement au système en place.

Le taux de participation en Turquie, l'un des plus élevés dans le monde avec 87 % et 84 %, s'explique par la situation de la « démocratie » bourgeoise dans le pays. En effet, le peuple a été privé de ses droits démocratiques tels que les grèves, les blocages, les manifestations et les marches, les arrêts de travail, l'organisation de forums, la formation d'assemblées, la liberté d'expression, etc. Il n'a plus « que le vote » pour s'exprimer, auquel il est particulièrement attaché. La campagne de boycott appuie dans ce sens sur le fait que la politique ne se pratique pas une fois toutes les x années, mais bien au quotidien, par la lutte pour la construction et le développement d'un mouvement révolutionnaire puissant, pour la prise du Pouvoir par le prolétariat. Il faut donc se battre pour la liberté de se rassembler, pour le droit de grève, pour le droit de manifester, etc. : et il n'y a pas de meilleure manière en cette période que de boycotter le cirque électoral pour cela.

En ce sens, une campagne de boy-



Manifestation organisée par Partizan, une organisation révolutionnaire turque

cott a été menée par les révolutionnaires turcs, qui a été particulièrement couronnée de succès, car elle a permis de souligner massivement l'impasse que représente la « solution » électorale. En effet, ce sont, comme toujours, les masses les plus opprimées qui voient leurs intérêts foulés aux pieds, et qui ne se retrouvent dans aucun candidat, serviteurs de la bourgeoisie.

Il faut aussi voir que la Turquie est un pays en situation particulière : son capitalisme bureaucratique (le développement des relations de production dans les pays semi-coloniaux et semi-féodaux sous le contrôle des cliques dirigeantes de l'État) se mêle à une situation semi-féodale. L'inflation écrasant le peuple turc a fait exploser la petite et moyenne bourgeoisie, les cols blancs, la classe intellectuelle et les artisans, plongeant ceux-là dans le prolétariat. De fait, les loisirs (bar, cinéma, sorties en tout genre) ne sont plus accessibles à une grande partie des masses, qui ne peuvent que rester chez elles à regarder la télévision, sur laquelle passe la propagande gouvernementale.

La Turquie est aussi particulièrement marquée par le poids de certaines tranches spécifiques de sa population : sa diaspora, mais aussi ses minorités. On retrouve chez les minorités kurdes ou encore aléviennes un taux de participation plus bas que dans le reste de la société. Pour autant, les votants restent nombreux et se polarisent : un prolétaire kurde votera plus facilement pour le HDP (Parti Démocratique des Peuples), un alévi pour le CHP (Parti Républicain du Peuple). Les pseudos révolutionnaires se vantent dans la satisfaction d'une situation éclatée et illisible, cachant leur appartenance de classe, qui leur permet de survivre en tant que parasites.

Alors que Erdogan a centré une partie de sa politique répressive sur la bataille contre les particularismes et les identités nationales, déclarant dans les années 2010 avoir

mis « *tous les nationalismes sous ses pieds* », l'« opposition » a construit une partie de son discours autour de ce sujet, rentrant dans les thématiques de campagne du président sortant. Abordant très peu la question économique, dans un pays frappé par plus de 40 % d'inflation, l'aile « gauche » du parti unique de la bourgeoisie est incapable de porter ses propres mots d'ordre, se contentant de jouer au jeu aux règles tronquées et fixées par Erdogan lui-même.

Le mouvement révolutionnaire turc ne sort pas affaibli de ces élections, bien au contraire : la faillite du système parlementaire « démocratique » bourgeois est étalée au grand jour et le sera de plus en plus : malgré un taux de participation historique et remarquable au niveau mondial, ces élections n'ont jamais autant polarisé et le manque de solution réelle commence à se faire sentir.

Alors que le Parti Communiste de Turquie, le TKP/ML, mène une lumineuse Guerre Populaire pour la conquête du Pouvoir, les fausses contradictions au sein des masses s'effritent peu à peu : l'inflation, les attaques contre les droits démocratiques, la tendance à la guerre dirigée par un président fasciste et par une bourgeoisie bureaucratique, les rapports de production semi-féodaux, les classes entrelacées et non pas séparées catégoriquement (notamment la petite-bourgeoisie et le prolétariat), tous ces éléments pointent vers l'issue inéluctable de la situation en Turquie. Comme partout dans le monde, la seconde crise générale de l'impérialisme va frapper la clique dominante qui accapare tout, et les masses menées par les révolutionnaires sortiront de leur cellule pour ne jamais plus y retourner, en construisant le socialisme d'abord, puis le communisme. ■

Interview du Comité Féminin Populaire



Manifestation du 8 mars 2023 à Lyon. Sur la banderole portée par le CFP, on peut lire : "Femmes du peuple à l'avant-garde ! Conquérons la moitié du ciel !"

Nouvelle Epoque vous présente aujourd'hui une interview réalisée avec une membre du Comité Féminin Populaire, une organisation de femmes créée il y a peu, lors du 8 mars 2023.

NE: *Bonjour camarades. Tout d'abord, merci de nous accorder cette interview. Pour commencer, pouvez-vous présenter le Comité Féminin Populaire ?*

CFP : Le Comité Féminin Populaire (CFP) est le produit d'un travail de plusieurs années d'activistes révolutionnaires, au travers des Comités Populaires d'Entraide et de Solidarité (CPES) au cœur des quartiers populaires. En partant du constat matériel que ce sont principalement les femmes des quartiers qui se mobilisent pour leurs familles et pour leur classe, la nécessité d'une organisation révolutionnaire de femmes s'est rapidement imposée à nous. Les premiers pas du CFP se font autour de la participation active

aux luttes des habitants dans les CPES, mais aussi avec la présence du Comité sur les piquets de grèves, où une fois de plus les femmes se mobilisent en masse. Au niveau idéologique, nous nous basons sur une analyse marxiste et internationaliste de la situation des femmes du prolétariat en France et ailleurs.

NE : *C'est intéressant. Pouvez-vous nous expliquer de quel héritage idéologique et historique vous vous revendiquez ?*

CFP : Les femmes ont toujours été à l'avant-garde des révoltes et dans le feu de la lutte des classes. Une des premières expériences de véritable organisation de femmes prolétaires en France remonte à 1936, avec l'Union des Jeunes Filles de France (UJFF), fondée par la grande camarade Danielle Casanova, figure de la résistance. Les Jeunes Filles de France ou le Comité Féminin, en tant qu'organisations, ont

historiquement joué un rôle fondamental dans la résistance en France sous l'Occupation, c'est aussi un marqueur important.

A l'époque, ces organisations travaillaient conjointement avec la Jeunesse Communiste et les Comités Populaires d'Entraide et de Solidarité sur les lieux d'habitation, pour servir le peuple en mettant en avant la nécessité d'un Front unique. Ces femmes ont porté au plus haut le principe de l'unité de la classe. En tant que femmes révolutionnaires, nous sommes également profondément internationalistes, et nous nous inspirons actuellement des mouvements féminins populaires qui ont fleuri dès les années 1980 en Amérique latine et qui continuent d'embraser non seulement la révolte des femmes mais celle de la classe toute entière.

NE : *Quels sont selon vous les aspects spécifiques de la lutte des femmes en France ? On dit souvent que la spéci-*

ficité du prolétariat de France est d'être très combatif, qu'en est-il pour les femmes en particulier ?

CFP : En tant que pays impérialiste, la France se drape dans une égalité et un « *féminisme* » de façade. Au regard des lois, hommes et femmes sont strictement égaux. La bourgeoisie est incapable de voir la base matérielle du problème, car cela remettrait en cause son existence, elle est donc aussi incapable d'expliquer pourquoi le patriarcat continue de subsister, malgré le fait que l'égalité ait été décrétée. Elle finit donc par en faire une affaire individuelle, ou une division infranchissable entre hommes et femmes. Le prolétariat prouve le contraire chaque jour, car hommes et femmes de notre classe vivent, travaillent et luttent côte-à-côte. Nous ne disons pas par-là que les hommes prolétaires ne sont pas sexistes, mais nous y voyons la preuve que le problème est ailleurs, dans le système.

Tout comme les hommes, les femmes de France portent une combativité millénaire, qui se ressent dans la lutte, sur les piquets de grèves, devant les bailleurs sociaux et dans les émeutes où nous sommes toujours présentes, malgré les faux discours de certains. La combativité des femmes de France est montré chaque jour qui passe, quand nous nous battons pour nourrir notre famille, quand nous survivons aux violences du système, quand nous nous tuons au travail sans jamais flancher.

Si on devait décrire les camarades que nous avons croisées récemment dans le mouvement contre la réforme des retraites ou sur les piquets de grèves, nous devrions citer leur abnégation sans faille, leur sens profond de la justice et surtout leur optimisme inébranlable. Mais c'est sans doute le feu des barricades qui réchauffe les cœurs. (*Rires*)

NE : *Dans le contexte actuel, pouvez-vous nous dire ce que vous avez pensé de la lutte des travailleuses de Vertbaudet ?*

CFP : La lutte des travailleuses de Vertbaudet a fait beaucoup de bruit pour plusieurs raisons. D'abord, la répression inadmissible qu'elles ont subi, un exemple criant de la réactionnarisation en cours. Mais également car depuis la lutte des travailleuses de l'hôtel Ibis des Batignolles, les grandes grèves dans les secteurs majoritairement féminins ne sont pas les plus nombreuses ou les plus médiatisées. Nous étions habituées à la grève des cheminots, des énergéticiens, des éboueurs... bien moins aux caissières, vendeuses, couturières et assistantes maternelles. Et pourtant elles deviennent si nombreuses !

D'abord, si elles étaient autrefois plus rares, elles étaient aussi moins médiatisées. Ensuite, la précarité des travailleuses, qui cumulent les métiers les moins bien payés avec des temps partiels, rend difficile la tenue de grèves sur de longues durées. Mais ce qui est principal, c'est que c'est une situation qui va se multiplier, puisqu'elle est le fruit de son époque. La seconde crise de l'impérialisme que nous

connaissons accentue la précarité des exploités, et quand il y a oppression il y a résistance ! Pour se tenir debout la bourgeoisie française, au travers de son gouvernement pantin, va faire passer nombre de réformes assassines, va augmenter les prix, va dégrader les conditions de travail. En réponse à cela, nous multiplierons les mouvements de révolte, les grèves, les luttes contre ceux qui nous volent. Et nous, femmes du peuple, seront en tête.

NE : *Comment lisez-vous la campagne récente du gouvernement « contre le harcèlement de rue » ?*

CFP : Le gouvernement du réactionnaire Macron, qui avait fait de son précédent quinquennat celui de « *égalité hommes-femmes* » utilise maintenant les Forces du désordre pour distribuer des tracts de prévention contre les violences sexistes et sexuelles. L'objectif, selon eux, est d'alerter sur la bonne conduite à tenir si vous êtes témoin d'une agression.

D'abord, c'est l'occasion de rappeler l'accueil déplorable fait aux femmes après une agression dans les commissariats en France (refus de plainte, moqueries, attente, inversion de la charge de culpabilité...). Ensuite, c'est une fois de plus compter sur la voie légaliste pour régler le problème et invisibiliser l'essence de ces violences, qui ne sont rien d'autre que le fruit du patriarcat.

Le fond de l'affaire, c'est que cette campagne n'est pas du tout une bonne chose pour nous. Au contraire, elle fait partie de la réactionnarisation du régime que l'on connaît depuis quelques années, et qui va en s'empirant. Ce n'est pas un hasard si ce sont les policiers qui distribuent les tracts et font la prévention, cela permet de « *redorer leur blason* ». C'est une nécessité pour l'État de défendre sa colonne vertébrale qu'est la police. Tout est bon pour cela, même utiliser les justes revendications des femmes ; comme si d'ailleurs, ils n'avaient déjà pas le pouvoir et n'étaient responsables en rien des violences faites à notre rencontre.

NE : *Y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez partager avec nous ? Citations, anecdotes, références ?*

Je terminerai avec cette simple citation, qui en dit beaucoup pour nous, car elle signifie que notre émancipation ne viendra que de la lutte pour une société nouvelle, débarrassée du capitalisme :

« *Pour être l'égale de l'homme, la femme doit être la camarade de l'homme* », Danielle Casanova. ■

Bilan de la bataille pour les retraites : surmonter la dispersion



Lors d'une manifestation sauvage à Saint-Etienne. Un contingent combatif et unitaire est organisé à l'avant de la manifestation pour la protéger et rendre les coups.

Au lendemain immédiat de la lutte pour défendre nos retraites, il est essentiel de tirer des bilans de ce qui s'est passé. Il y a beaucoup d'aspects à traiter, mais celui qui nous intéresse dans cet article c'est ce qu'on entend quand on parle d'organisation. Car c'est ce qui ressort de cette lutte : tout le monde veut passer au stade supérieur ; tout le monde veut s'organiser et mettre en commun les efforts et les ressources pour lutter au mieux contre l'Etat, qui apparaît chaque jour davantage comme un corps parasite dans la société.

Durant les 6 mois qui se sont écoulés, nous avons vu les syndicats au cœur de la bataille, mais aussi les organisations politiques, des collectifs et des groupes de personnes formés par hasard et par affinité. Certains ont un mode de fonctionnement et des règles communes, mais uniquement de manière interne, d'autres non et doivent bricoler sur le moment ; et quand tout le monde se rassemble, il y a un vaste brassage des idées et des manières d'agir. Si l'on n'établit pas des principes fédérateurs de base, cela conduit à la dispersion. Cette dispersion n'est pas là par hasard, elle existe parce que l'Etat et la bourgeoisie qui le dirige ont mené une guerre idéologique pour rendre inconcevable l'organisation des masses et pour atomiser la classe : le principal instrument de domination des exploités est l'individualisme.

L'individualisme, c'est le libéralisme appliqué en politique. Le même libéralisme qui « théorise » que le capitalisme ne peut se développer qu'avec la « liberté individuelle » ; en fait, la liberté de tel individu d'amasser du capital et d'exploiter d'autres personnes, qui elles ont la « liberté » de perdre leur travail ou de voir leur salaire baisser. C'est cette « liberté » vidée de contenu et sans réalité dans la société qui guide toute la production idéologique du capitalisme, qui promeut l'individualisme le plus étroit et le plus destructeur. Dans le quotidien et en politique, l'individualisme nous fait nous comporter comme des égoïstes : recherche de plaisir personnel, calculs d'intérêts étroits, mesquinerie, etc. Cela impacte notre psychisme, car qu'on le veuille ou non on ne peut pas faire abstraction de la réalité dans laquelle on vit. Cette réalité dure

à vivre fragilise certaines personnes et les rend malades, et c'est comme ça que le capitalisme ronge la société comme un acide.

La guerre psychologique menée contre nous est une règle du capitalisme. La bourgeoisie, pour continuer de s'engraisser sur notre dos, doit nous convaincre d'adhérer à son projet et donc tordre en permanence la réalité pour la faire correspondre à ses besoins. Le poids de l'individualisme est donc immense : c'est une force d'inertie dans le mouvement social. Si tout le monde savait qu'il est nécessaire de s'organiser et savait comment faire et quoi faire, nous serions des dizaines de millions en mouvement et ça aucun État, aucune force de répression n'y résisterait, et nous établirions une société différente, plus juste, égalitaire. C'est ce que va apporter la Révolution prolétarienne, la véritable démocratie. La difficulté actuelle à surmonter pour les révolutionnaires, c'est de montrer la réalité et de dissiper les illusions de la bourgeoisie, et cela passe à un moment par l'organisation.

Sur quelles bases repose donc l'organisation, le regroupement d'une foule d'individus déterminés à lutter ? Premièrement, sur le principe d'unité. On le sait, il y a une diversité de points de vue, d'opinions et d'attitudes dès lors qu'on réunit un groupe de personnes, et ce même pour une soirée barbecue. Il faut donc établir un principe de base sur lequel on ne revient pas, un socle solide. L'unité signifie que les divergences sont moins importantes que les convergences. Dans la lutte contre la réforme des retraites, cela signifie que le fait de lutter ensemble contre le gouvernement pose une base unitaire qui rassemble au-delà des divergences politiques : que l'on soit démocrate, non encarté, révolutionnaire, anarchiste ou communiste, tout cela converge dans la même lutte et il ne peut donc y avoir d'exclusion sur ces divergences. Même des personnes qui partagent la même appartenance politique ont des divergences sur beaucoup de sujets. La contradiction entre les idées fait partie de la vie démocratique, et si l'on est à ce point étroit d'esprit que l'on ne supporte pas d'être confronté à d'autres points de vue, il faut se poser une question : est-ce que l'on peut avoir totalement raison seul dans

son coin et isolé de la société ? Non, d'aucune manière. Les Assemblées Générales, les réunions tout comme les actions de blocage par exemple, sont l'expression de la volonté unitaire et se produisent malgré toutes les divergences d'opinion, les faits montrent donc que les convergences priment sur les divergences, et les absents ont toujours tort.

La deuxième base solide, c'est la démocratie. Et la démocratie réelle, c'est le débat lié à l'action, elle ne se limite pas au moment où les prises de parole se font dans une Assemblée Générale, un congrès ou une réunion. Ces rassemblements sont des moyens d'exercice de la démocratie : lorsqu'une idée est proposée, elle est débattue, puis il y a un vote et la majorité l'emporte. C'est un principe fondamental, mais ce n'est que le début. Le vote implique qu'il y a une action décidée, et la démocratie c'est aussi qui va faire l'action, comment elle va être appliquée, etc. Il y a donc une nécessité d'avoir des responsables, des personnes déléguées à une tâche, des commissions qui remplissent leurs tâches et donc leur devoir envers la société, leur devoir dans la lutte. C'est sur ce point-là que les choses se compliquent en général, car il existe chez certaines personnes une détestation de la responsabilité, de l'élection de personnes. Cette détestation est légitime quand on regarde l'État et tout le cirque parlementaire, mais lorsqu'elle touche à l'organisation du peuple, elle devient un obstacle. On ne peut pas mettre sur le même pied d'égalité des personnes qui touchent un salaire trop bas ou qui sont précaires et qui doivent faire vivre leur famille, et des rentiers ou des carriéristes qui touchent des milliers d'euros (au moins !) pour nous enfumer et qui hantent les couloirs de la haute administration d'État. Ce n'est tout simplement pas la même chose. Nous décidons en AG, l'AG est donc souveraine, c'est l'expression de la démocratie ; il est tout aussi légitime de nommer un ou une responsable que de destituer cette personne si elle ne remplit pas sa tâche, il faut donc se baser sur les principes et placer sa confiance dans les masses, plutôt que dans une doctrine qui une fois appliquée, rompt avec les principes ou brise la confiance. Si cette base là est acquise, alors il existe la possibilité d'unir le peuple de manière démocratique, si les idées sont justes on en verra les effets, si elles sont erronées il faut s'en débarrasser, et il n'y a aucun mal à renoncer à un dogme poussiéreux quand bien même il a pu être un moteur pour réunir des personnes à un moment, la seule question à se poser est : est-ce que ça sert le peuple ?

Quand on milite, c'est la seule question à se poser. Bien souvent, cela remet les idées en place, c'est extrêmement enrichissant. Au contraire, le poids de l'individualisme se manifeste à travers la volonté de faire passer ses idées en force, de ne pas respecter le cadre démocratique, de refuser de se soumettre à la majorité au nom de l'illusion que l'individu (mais c'est aussi valable pour un groupe) est supérieur au collectif. C'est quelque chose qu'il faut combattre fermement avec un esprit d'unité. Lorsque ces conceptions triomphent, il n'y a plus d'unité et chacun peut faire ce qu'il veut, il n'y a donc plus de démocratie car sans unité il n'y a pas de cadre commun et c'est l'atomisation de la classe qui est appuyée. Au final, cela sert le pouvoir, qui est satisfait de voir le chaos dans les rangs de ses ennemis. Au lieu de marcher dans la même direction, chacun court à gauche et à droite dans le désordre sans aboutir à rien. Il faut faire le bilan de ça quand on milite, c'est une obligation, sans quoi on reproduit les mêmes procédés stériles qui nous éloignent de notre volonté sincère de lutter.

Enfin, sans un dernier principe fondamental, les deux précédents deviennent des coquilles vides : ce principe, c'est la combativité. Dans la lutte, il est impossible de triompher sans se mouiller, toute lutte, tout combat, implique des pertes. Cela peut paraître sinistre, mais c'est tout le contraire, si on ne contrarie pas le pouvoir il ne peut y avoir de répression. La répression est le signe que nous sommes dans la bonne direction, que nous menaçons d'une manière ou d'une autre le fonctionnement voulu par les capitalistes, que l'on sort du cadre imposé par l'État. La combativité, c'est la capacité à impulser, à aller de l'avant, à prendre des initiatives, à prendre des risques aussi. Plus une lutte manque de combativité et plus cela nourrit le vieil opportunisme qui veut désarmer les masses et les rendre impuissantes, dociles. Combien d'entre nous ont vécu ces horribles réunions de plusieurs heures où les pires fatalistes et casseurs de lutte tenaient le haut du pavé pendant des semaines jusqu'à ce que les réunions ne ramènent plus personne, car les gens comprennent que ce n'est pas là qu'ils obtiendront gain de cause ? La combativité, ce n'est pas uniquement « l'action violente ». Le fait d'envahir une mairie en masse est une action combative par exemple, et il aura fallu chauffer les esprits en amont et montrer que l'on est les premiers à aller au charbon pour en arriver là. Cela bouscule le confort tranquille et la routine militante de personnes qui n'en ont rien à faire de la lutte et ne veulent surtout pas que les choses échappent à leur contrôle. Quand on est révolutionnaire, on veut de tout coeur que le mouvement déborde, que la colère puisse s'exprimer et faire trembler le vieux monde sur ses bases. Aucune libération des opprimés ne s'est jamais réalisée dans l'Histoire sans violence, et donc sans combativité. C'est au contraire dans l'adversité que se sont forgés les Louise Michel, les Missak Manouchian, les Patrice Lumumba, et toutes celles et ceux qui ont donné leur vie pour l'émancipation du genre humain.

Nous pensons que ces questions là, ces trois principes de base de la lutte, que nous avons proposé au début du mouvement, doivent être analysées à la lumière des faits. Là où ils ont été appliqués, il y a eu des succès dans la lutte. Là où des Comités de Lutte se sont formés, ils n'ont pu le faire que sur ces bases là, parce qu'il existait une conscience de classe et une maturité politique suffisante pour mettre son individualité au service de la lutte et du collectif. Au fond, c'est la question de la lutte entre les intérêts des exploités et les intérêts des exploités qui sont opposés et irréconciliables, ce sont deux conceptions du monde qui s'affrontent, la conception individualiste et la conception collectiviste. Ces conceptions s'expriment à travers chacun et chacune d'entre nous, que nous en soyons conscients ou non, et la plupart du temps nous n'en sommes pas conscients, c'est involontaire. À notre époque, il est essentiel d'amener ces questions politiques à un niveau supérieur, d'en débattre, de les rendre conscientes, c'est-à-dire pleinement voulues et choisies en connaissance de cause. C'est le marxisme, l'idéologie scientifique du prolétariat, qui nous élève politiquement, et ces 6 mois intenses qui ont fait vibrer le monde le montrent par l'épreuve des faits. C'est la raison pour laquelle la bourgeoisie a le marxisme comme ennemi principal et le combat à tous les niveaux : en politique, dans la culture, dans la science, et jusqu'à ce qu'il y a de plus intime en nous. Nous arrivons à un tournant dans le pays, tout le monde le sent jusque dans ses entrailles, et avec ce tournant se pose le choix de répéter les méthodes dépassées ou d'embrasser le nouveau. Dans nos vies, dans nos luttes, le marxisme est quelque chose de nouveau, c'est l'arme des opprimés pour leur libération, il faut la saisir. ■

Héros et héroïnes du prolétariat de France : Gilles Tautin



Nous publions ce texte de la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire, écrit il y a un an pour commémorer l'assassinat de Gilles Tautin.

Le 21 décembre 1950 naît Gilles Tautin. Il sera un militant révolutionnaire infatigable jusqu'à son assassinat par la police française le 10 juin 1968 à Flins-sur-Seine (Yvelines). Gilles Tautin a alors 17 ans.

La vie de Gilles Tautin avant Mai 68 est compliquée à retracer : le silence concernant ce martyr et sa mort est assourdissant, aussi bien dans la presse bourgeoise, que dans des ouvrages d'historiens spécialisés, même ceux dit « de gauche ».

Son engagement politique et sa mort sont par contre connus : Gilles Tautin a été un activiste lycéen engagé au sein du Mouvement de Soutien aux Luttes du Peuple, et membre de l'Union des Jeunesses Communistes marxistes-léninistes (UJC-ml).

L'UJC (ml) était une organisation révolutionnaire anti-révissionniste. Fondée le 10 décembre 1966, elle naît de la volonté d'ex-militants de l'UEC (Union des Etudiants Communistes) de s'émanciper du Parti « Communiste » révissionniste, soutien de François Mitterrand lors des élections présidentielles de 1965.

Ainsi, l'UJC (ml) développe sa ligne en janvier 1967 lors de son 1er congrès. 4 points principaux ressortent :

1. L'UJC (ml) entend diriger la lutte des classes au sein de la jeunesse et de l'université. La lutte contre le révissionnisme et l'idéologie bourgeoise sont des aspects fondamentaux de cette lutte.

2. L'UJC (ml) doit permettre à ses militants de se former, dans la théorie et politiquement, et doit à terme constituer une université rouge qui sera mise au service des ouvriers avancés et des éléments révolutionnaires.

3. L'UJC (ml) constitue l'avant-garde de la lutte anti-impérialiste, et doit prendre la tête du front uni contre l'impérialisme américain. L'organisation soutient aussi la lutte anti-impérialiste menée au Vietnam, et entend combattre l'impérialisme français de l'intérieur.

4. L'UJC (ml) doit former des intellectuels révolutionnaires liés aux masses, et instituer de nouvelles formes d'organisation pour cela.

L'inspiration « pensée Mao » de l'organisation n'a jamais été cachée par ses membres : avant la rupture avec l'UEC, les futurs fondateurs de l'UJC-ml avaient entrepris dès le printemps 68 de traduire et diffuser massivement le Petit Livre rouge, compilation de citations du Président Mao.

En 1967, l'UJC (ml) crée les les Comités Viêtnam de Base (CVB) pour défendre le Nord-Viêtnam et soutenir le FLN sud-vietnamien. L'UJC-ml crée aussi le Mouvement de Sou-

tien aux Luttes du Peuple (MSLP), dont le journal est la première version de La Cause du peuple.

L'UJC (ml) constitue aussi une branche "armée", les GPA (Groupes de Protection et d'autodéfense). Cette branche combattante a vocation à s'opposer aux forces de répression, à l'extrême-droite, ou encore au P«C»F. Le 28 avril 1968 est menée une action coup de poing contre une exposition sur «*les crimes des Viêt-Cong*». Suite aux menaces de représailles de l'extrême-droite, un rassemblement des services d'ordre de divers groupes de gauche le 3 mai est attaqué par la police à la Sorbonne et engendre ce qui est considéré comme la première émeute de Mai 68.

L'UJC (ml) critique d'abord le mouvement naissant, qualifiant les manifestations étudiantes de «petites-bourgeoises», et ne participe dans un premier temps à aucune manifestation, dénonçant l'influence des sociaux-démocrates qui visaient à couper les étudiants de la classe ouvrière, et limitant les revendications à des objectifs réformistes, ce qui est erroné car les révolutionnaires doivent être sur tous les fronts des mobilisations pour y porter la voix du prolétariat. L'UJC-ml appelle ensuite au rapprochement ouvriers-étudiants, et le début de la grève générale donne raison à l'organisation sur ce point. L'UJC (ml) prône le travail de masse au cœur de la classe ouvrière, depuis les syndicats CGT et les usines.

A la suite de la mobilisation réactionnaire de masse (la manifestation patriotique du 30 mai) et de la trahison des réformistes (P«C»F et CGT qui cherchent depuis plusieurs jours déjà une solution pour sortir de la crise), le mouvement étudiant se tasse, mais il n'en est rien du mouvement ouvrier. Les blocages d'usines menés par la base se poursuivent, et l'UJC-ml participe à la poursuite de ce mouvement. Le 7 juin, c'est l'usine Renault de Flins qui connaît un débrayage de ses ouvriers, malgré l'intervention des gendarmes.

Le 10 juin, une délégation de militants de l'UCJ-ml part à la rencontre des ouvriers de l'usine. Parmi cette délégation, Gilles Tautin, lycéen de 17 ans en première au lycée de Stéphane-Mallarmé. Le comité d'accueil composé de milliers d'agents, CRS, gendarmes, gendarmes mobiles, agit avec une violence inouïe en bon chiens de garde de la bourgeoisie. Chargés, matraqués, acculés en bord de Seine, les militants de l'UJC-ml sont poussés à l'eau. Gilles Tautin n'en ressortira pas vivant, lui que la police a empêché de remonter sur les berges d'après le témoignage du vicaire Brousse, l'aumônier des jeunes chrétiens, et des militants présents.

Gilles Tautin meurt assassiné ce 10 juin 1968 à l'âge de 17 ans. Il meurt assassiné pour son engagement au service de son organisation, au service de la classe ouvrière, au service du prolétariat de France et du monde. L'annonce de sa mort est l'étincelle qui met le feu aux poudres pour la dernière fois. Deux nuits d'émeutes laissent place à un cortège silencieux massif qui accompagne la dépouille du jeune maoïste vers sa dernière demeure, au cimetière des Batignolles à Paris.

Dans la foulée de ces émeutes, l'UCJ (ml) fait partie des organisations dissoutes par l'État français, et une partie de ses militants va fonder la Gauche Prolétarienne, organisation dont nous avons déjà parlé dans l'article consacré à un autre héros du prolétariat, Pierre Overney. **[NDLR : disponible en ligne sur le site de la LJR, liguejr.wordpress.com]**

Militant au service des masses, Gilles Tautin a porté fièrement et héroïquement le drapeau rouge, en s'opposant à la bourgeoisie, mais aussi aux lignes révisionnistes du P«C»F de l'époque.

Aujourd'hui encore, les opportunistes et petits-bourgeois salissent le nom du Parti glorieux du prolétariat, et s'acquiescent avec la bourgeoisie, en participant aux élections présidentielles, en reniant les grands héros de la lutte du prolétariat, ou encore en tournant le dos au prolétariat pour préférer défendre une position futile et pitoyable dans la société bourgeoise, de carriéristes et d'opportunistes. Nous devons nous inspirer de Gilles Tautin et de son combat contre le P«C»F et ses appendices de jeunesses opportunistes, et marxistes de nom seulement.

Comme le dit Lénine dans *l'État et la Révolution* :

« Quiconque reconnaît uniquement la lutte des classes n'est pas pour autant un marxiste : il peut se faire qu'il ne sorte pas du cadre de la pensée bourgeoise et de la politique bourgeoise. Limiter le marxisme à la doctrine de la lutte des classes, c'est le tronquer, le déformer, le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat. C'est ce qui distingue foncièrement le marxiste du vulgaire petit (et aussi grand) bourgeois ».

Aujourd'hui et plus que jamais, il nous faut poursuivre, et intensifier la lutte contre l'opportunisme !

L'époque est au pourrissement de l'impérialisme, notre tâche actuelle est d'organiser le prolétariat de France pour la Révolution Socialiste et cette tâche passe par la dénonciation et le combat contre les révisionnistes, alliés de de la bourgeoisie et ennemis du peuple.

Comme nous l'a montré Gilles Tautin et sa lutte héroïque, il nous faut nous lier profondément aux masses, car *« c'est au prolétariat, avant-garde armée de tous les exploités et de tous les travailleurs, qu'il faut se subordonner ».*

Les héros du prolétariat sont immortels ! Gilles Tautin vit dans nos luttes !

Levons plus haut le Drapeau Rouge pour lequel est tombé Gilles Tautin ! ■

Sur la réactionnarisation actuelle

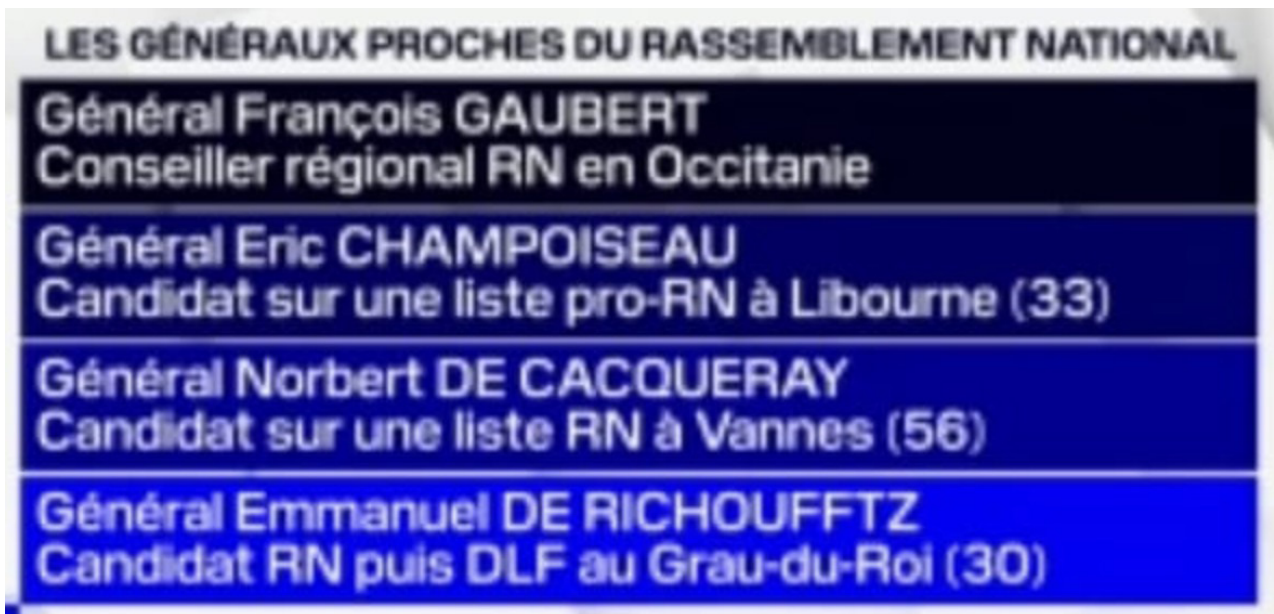


Le développement inégal de la situation révolutionnaire dans le pays est un fait, mais il faut raison garder et ne pas dire, comme certains l'affirment, que nous vivons une situation pré-insurrectionnelle. Une situation pré-insurrectionnelle nécessite que la classe soit organisée et consciente, nous n'en sommes qu'aux prémices. Par contre, la situation de crise économique profonde déstabilise en profondeur la société, et crée une situation de crise de Régime en développement. Cette crise va sévir et est déjà en train de renforcer la machine étatique, car comme nous l'avons appris Friedrich Engels : « *Tous les bouleversements n'ont fait que perfectionner cette machine - l'État - au lieu de la briser.* » C'est la seule façon pour la bourgeoisie de répondre à la crise profonde qui agite le pays et le monde. C'est la seule façon, car la classe dominante, classe parasitaire, expropriatrice de la richesse collective, ne peut répondre aux besoins du plus grand nombre sans se nier.

Ce renforcement de l'État, c'est ce que nous nommons la réactionnarisation, c'est une tendance historique, qui dépasse les clivages politiques et les gouvernements. La réactionnarisation est donc « *le renforcement de l'État - aujourd'hui l'État de la dictature des monopoles, c'est-à-dire de la classe bourgeoise monopoliste principalement - en période de crise - c'est-à-dire de lutte des classes -, au service de la restructuration du capitalisme monopoliste et de ses intérêts - c'est-à-dire la lutte pour le repartage colonial du monde -, processus qui pave la voie au fascisme mais qui n'en est pas encore.* » Il est important de bien comprendre ce que cela signifie en profon-

deur, car toute action politique doit se faire en fonction de la réalité. L'État, le pouvoir qui subjugue la société, se résume en substance à des « *détachements spéciaux d'hommes armés - police, armée, disposant de prisons* », mais aussi de tribunaux et de tout un arsenal législatif dont la fonction est de maintenir l'ordre, la société de classe. L'État a un caractère de classe et n'est pas neutre, c'est le principal à retenir. En France, l'État représente le pouvoir de la bourgeoisie monopoliste principalement, celui des patrons des grandes banques et entreprises. L'État est une dictature de cette minorité de parasites qui exproprient et concentrent une très grande part de la richesse collective, qu'elle soit nationale ou directement volée aux peuples du tiers-monde. L'État sert directement les intérêts des monopoles, c'est son rôle profond.

Notons que la bourgeoisie monopoliste connaît une lutte en son propre sein. Deux voies s'affrontent : l'une désire maintenir le statu quo le plus longtemps possible, et une autre fraction, comme le communiste bulgare Georgi Dimitrov l'expliquait, « *cherche de plus en plus le salut dans le fascisme, afin de prendre contre les travailleurs des mesures extraordinaires de spoliation, de préparer une guerre de brigandage impérialiste, une agression contre l'Union Soviétique, l'asservissement et le partage de la Chine et sur la base de tout cela de conjurer la révolution* ». Aujourd'hui, l'URSS n'existe plus, mais la lutte pour le repartage est aigüe : la guerre en Ukraine, par exemple, est une guerre de pillage où chaque puissance veut la plus grande part du butin. Cette bourgeoisie qui se convertit petit à petit au fascisme est aujourd'hui minoritaire, car sim-



plement le mouvement révolutionnaire ne met pas en danger l'ordre capitaliste.

En période d'aggravation de la crise générale de l'impérialisme (décomposition du capitalisme) les intérêts des monopoles sont doubles, ils doivent tenter d'acquérir la plus grande part du butin dans les guerres actuelles et futures de repartage du monde et, aussi, de se restructurer pour affronter sur le terrain de la guerre économique les monopoles des impérialismes concurrents. La crise entraîne le retour de la lutte des classes, qui est aussi nourrie par la restructuration économique, visant avant tout à encore plus concentrer l'économie dans une poignée d'entreprises géantes. Concrètement pour les masses, la crise c'est le chômage, l'augmentation de la pauvreté, l'inflation des prix de toutes les marchandises et services, la destruction de nos acquis de civilisation ; tout ceci est le résultat de la mainmise des monopoles sur la société, et surtout de leur crise. L'État soutien à bout de bras les monopoles en détournant toujours plus la richesse collective dans des subventions à l'économie, aggravant la dette et donc l'inflation. Comme la crise générale aggrave les tensions entre puissances et accélère la lutte pour le repartage colonial du monde, l'État doit réinvestir massivement dans l'armée pour assurer une meilleure position aux monopoles en cas de guerre impérialiste, mais aussi inter-impérialiste.

Tout cela, donc, déchaîne de nouveau la lutte des classes dans le monde et en France. Les révoltes sporadiques et de plus en plus fortes de ces vingt dernières années sont l'expression de cette crise et du retour de la lutte des classes. Ce retour de la lutte des classes, comme nous l'avons dit, ne peut mener qu'à une politique de plus en plus liberticide, à une militarisation de la société, à la négation des libertés civiles et de la Constitution bourgeoise, à la négation de l'idée même de « démocratie libérale » et à l'utilisation toujours plus grande de la police pour régler les conflits. La réactionnarisation est aussi idéologique, car il faut justement convaincre les masses de la nécessité d'une telle politique anti-peuple. Leur ennemi ne peut être que « *les idées de gauche* », c'est-à-dire progressistes, défendant des valeurs guidées par les principes, au fond, du mouvement ouvrier historique. Car, là est le fond de l'affaire, c'est une lutte contre la classe ouvrière et le prolétariat avant tout, car c'est la seule classe qui peut menacer la bourgeoisie. Toutes « les réformes » de fond visent avant

tout à détruire les droits conquis par les ouvriers, le Code du travail, le droit de grève, de manifester, le droit au logement, à la santé et à l'école, le droit d'association politique, etc. Peu importe comment est enrobée la sauce, tous les réactionnaires luttent contre les droits gagnés par les masses, qui de fait représentent la majeure partie de la société, y compris les couches intermédiaires.

Entre les masses populaires (composées du prolétariat et des couches intermédiaires) et la bourgeoisie se dressent la police et l'Armée ; pour l'instant la police directement, et l'Armée réactionnaire comme spectre et perspective. La police comme l'Armée réactionnaire sont formées « en dehors » de la société, tout simplement car si elles étaient la société, le risque de guerre civile serait trop grand pour la bourgeoisie. La seule hantise de la bourgeoisie est l'armement autonome du prolétariat, qui se constituerait en nouveau pouvoir, en nouvel État ; toute politique bourgeoise vise à conjurer l'inéluctable guerre civile entre la France des possédants et la France des travailleurs. La position de la police et de l'Armée, comme colonne vertébrale de l'État, comme garants de l'ordre de classe et donc larbins de la bourgeoisie, les coupe définitivement du peuple. Comme nous l'avons dit, l'impossibilité pour les monopoles en crise de satisfaire les nécessités et besoins des masses les poussent à envoyer systématiquement la police maintenir l'ordre. Cette position de larbin de la bourgeoisie se masquant derrière le service de l'État crée d'immenses tensions et une tendance à la corporatisation, qui n'est que l'expression d'une tendance lourde au fascisme dans le cœur même de l'État. Le gouvernement, pour contenter son bouclier, n'a eu comme seule option que de « lâcher la bride » et d'augmenter le pouvoir de ces « *détachements spéciaux d'hommes armés* ». Le point de bascule a eu lieu pendant le mouvement des Gilets Jaunes, où la police a acquis une autonomie répressive, c'est-à-dire que l'État couvre toutes les violences, ce qui assure leur fidélité. Le communiqué de « sédition » des syndicats de police (UNSA et Alliance) durant le glorieux Soulèvement des Quartiers de juin n'est que la continuation de cette politisation du cœur armé de l'État, qui pousse toujours plus à la réactionnarisation.

Du côté de l'Armée, des hauts-gradés, la tendance est la même mais en plus réfléchie, car l'intervention de l'Armée ré-

actionnaire ne se fera que quand la situation sera plus aigüe, c'est-à-dire quand les émeutes spontanées des quartiers prolétaires seront scientifiquement organisées, quand il existera un État-major reconstitué des pauvres et des exploités, du prolétariat et de la classe ouvrière. L'Armée réactionnaire est politisée, et cela depuis la Grande Révolution Bourgeoise : elle a participé de près ou de loin à toutes les magouilles, aventures, coups d'État et contre-révolutions contre les masses populaires du pays. Quand la situation devient critique, elle court au secours de l'ordre de classe pour le maintenir et le renforcer. Personne ne doit oublier que notre système de gouvernement est issu d'un coup de force militaire soutenu par la grande bourgeoisie, qui nécessitait d'en finir avec l'aventure coloniale pour restructurer en profondeur l'appareil productif et l'État.

L'ultra réactionnaire Zemmour, avant-garde des monopoles les plus agressifs, s'est dès le début fait le héraut de l'intervention de l'Armée dans les quartiers prolétaires pour régler « le problème ». La bourgeoisie sait qu'aujourd'hui ces quartiers où vivent les masses profondes sont un danger réel pour elle, qui deviendrait catastrophique si elles fusionnent avec l'autre composante des masses, la classe ouvrière et les couches intermédiaires. Mais c'est aussi LA porte d'entrée pour accélérer la prise de contrôle de l'appareil d'État par la bourgeoisie la plus radicale. Il faut pour cela que l'Armée réactionnaire entre dans la danse : une faction de militaires pousse déjà ouvertement pour l'intervention directe de l'Armée, comme l'exprime clairement la « Lettre des généraux » d'avril 2021, signée par vingt généraux, une centaine de hauts-gradés et plus d'un millier de militaires. Nous ne pouvons douter que le premier pas de l'intervention directe dans la lutte des classes de l'Armée réactionnaire sera sous la forme de la prétendue « opération ronce », qui fera intervenir les militaires directement dans les quartiers prolétaires, réitérant la bataille d'Alger. Pacificatrice, apparaissant au-dessus des partis et servant « *uniquement l'intérêt national*

» elle pourra être le cheval de troie de la conquête de l'État par la fraction bourgeoise radicalisée, qui avec la puissance étatique pourra élargir sa base.

Bien évidemment nous n'en sommes pas là, et il faut lutter très largement contre toutes ces tendances qui ne peuvent être qu'un problème pour le développement de la Révolution dans notre pays. Nous devons, dès aujourd'hui, étudier le développement de la réactionnarisation qui est un fait mondial, reflet de la crise de décomposition de l'impérialisme, mais qui prend des formes différentes dans chaque pays. Il ne faut pas penser que les choses vont être rectilignes, car il faut avoir en tête l'immense peur de la bourgeoisie monopoliste française de continuer à perdre du terrain dans la lutte pour le repartage du monde, et le développement de la crise elle-même, qui accélère la situation.

La lutte contre la réactionnarisation doit donc être concrète et s'appuyer sur le fond « démocratique » des masses, sur le rejet de la dictature et de la destruction de nos libertés, tout en bâtissant un puissant outil de résistance aux restructurations économiques, pour la défense des droits ouvriers. Il n'est plus question de faire l'éloge de la spontanéité mais de mener un patient travail d'organisation et d'explication dans les masses populaires, face aux nombreux périls concrets que la bourgeoisie affolée fait peser sur nos têtes. Faire comprendre en profondeur que toutes les lois liberticides, anti-peuple et anti-ouvrières, le SNU ou la toute-puissance de la police ne sont que les faces d'une même pièce, qui, en fin de compte, ne mène qu'à la guerre et au massacre. La seule solution est la conquête et la destruction de l'État de dictature de la bourgeoisie pour créer un État de type nouveau, prolétaire, représentant l'intérêt de la majorité, et une société de partage intégral des richesses produites par tous, le socialisme. ■



Le Général Piquemal lors d'une manifestation anti-migrants

Succès de la campagne internationale pour Ibrahim Kaypakkaya, grand dirigeant révolutionnaire Turc



Le fondateur du TKP/ML (Parti Communiste de Turquie/Marxiste-Léniniste), le dirigeant communiste Ibrahim Kaypakkaya, qui a donné sa vie pour la révolution il y a 50 ans, a été commémoré lors d'un symposium international et d'une marche à Vienne, en Autriche. Des délégations internationales de Turquie, du Brésil, du Pérou, de Suède, de Norvège, d'Espagne, de Finlande, de Colombie, d'Allemagne, d'Autriche, des Philippines et de France ont participé à l'événement. *(En haut, le symposium ; en bas, la marche à Vienne).*





Manifestation sur la tombe d'İbrahim Kaypakkaya à Çorum, Turquie



À Francfort-sur-le-Main (Allemagne), un rassemblement internationaliste s'est tenu le 18 mai pour marquer le 50^e anniversaire du décès du dirigeant communiste İbrahim Kaypakkaya, après des mois de torture par le vieil État. Partizan a tenu un discours commémorant Kaypakkaya et d'autres martyrs de la révolution en Turquie, ainsi que d'autres dirigeants immortels du prolétariat international, comme le président Gonzalo, Charu Mazumdar et Jose Maria Sison, entre autres. L'événement était organisé par Partizan et d'autres organisations de nombreux pays et ont également participé. Un contingent de révolutionnaires français a pris part à l'événement avec une banderole portant l'inscription "Longue vie au dirigeant communiste İbrahim Kaypakkaya ! - Drapeau Rouge" et a tenu un discours soulignant le rôle de Kaypakkaya pour la révolution en Turquie et pour le TKP/ML.

Face aux crimes de guerre d'Israël, solidarité avec la Palestine

Nous publions cette traduction non-officielle d'un article tiré de la revue SolRojista du Mexique, reprise par le site de nouvelles internationales «The Red Herald» (disponible à l'URL suivante : redherald.org).

Le premier ministre israélien, le fasciste Benjamin Netanyahu, a justifié publiquement l'incursion militaire qui a commencé à l'aube du 3 juillet et se poursuit aujourd'hui dans la ville de Jénine [Note de traduction : cet article a été publié avant la fin de cette opération militaire], en Cisjordanie occupée, où l'armée israélienne a bombardé un champ de réfugiés en plus de tirer sur un hôpital. Au cours de l'opération militaire, Israël a déployé des drones, des chars, des véhicules blindés et de l'artillerie lourde dans les rues, faisant au moins 10 morts, 100 blessés, 4 000 déplacés et 120 emprisonnés selon les chiffres officiels. Nous sommes face à des crimes de guerre sionistes dont toutes les victimes sont des Palestiniens.

Le sionisme criminel prétend que cette action est une riposte à ce qu'il considère comme du «terrorisme» et qui n'est rien d'autre que la lutte de libération nationale de l'héroïque peuple palestinien qui souffre de l'occupation militaire et de l'apartheid d'Israël. L'impérialisme américain et d'autres puissances impérialistes ont soutenu Israël économiquement, politiquement et militairement dans son occupation du territoire palestinien et sont également responsables de ces crimes de guerre.

L'opération de guerre a été baptisée «Maison et Jardin» et constitue la plus grande attaque militaire menée par Israël au cours des 20 dernières années. Selon les sionistes, leur objectif était les dépôts d'armes et de munitions de la résistance palestinienne, bien qu'ils aient concentré leur attaque sur le camp de réfugiés, qu'ils considèrent comme «une usine de terreux et un bastion terroriste».



Des véhicules blindés israéliens ouvrent le feu sur des Palestiniens

Le fasciste Netanyahu a annoncé le retrait de ses troupes, avertissant qu'il «n'y aura pas qu'une action» et qu'ils continueront leurs opérations de guerre contre la population palestinienne pour «éradiquer le terrorisme».

Les images parlent d'elles-mêmes, le seul terroriste est le gouvernement fasciste d'Israël. L'occupation militaire est en fait une dictature coloniale contre un peuple qui revendique son droit à l'autodétermination.

Depuis le Mexique, nous condamnons fermement les opérations militaires contre la Palestine et nous sommes solidaires de son peuple héroïque qui défend courageusement son territoire dans une bataille inégale et qui n'abandonnera pas jusqu'à ce qu'il obtienne sa libération nationale.

**A bas l'occupation sioniste et le régime d'apartheid !
Vive la Palestine libre ! Il est juste de se rebeller !
Prolétaires et peuples opprimés du monde, unissez-vous !**

Courant du peuple - Soleil rouge (Mexique)

SOUTENEZ-NOUS ! ABONNEZ-VOUS !

Nouvelle Époque est un journal qui a pour objectif de diffuser tout ce que le monopole des médias bourgeois condamne ou passe sous silence. Il doit servir à propager nos luttes, nos organisations de quartier, notre vision de l'actualité et du monde ; c'est un programme colossal.

Pour réaliser cet objectif, Nouvelle Époque doit être diffusé dans tout le pays. Nous nous dotons donc d'une édition imprimée nationale, qui est diffusée dans de nombreuses villes par des militants dévoués. Cette édition doit servir de support d'organisation : parlons de Nouvelle Époque à nos collègues, à nos amis, notre famille, aux voisins, pour diffuser la voix du peuple et contrer les médias dominants qui ont tous le même son de cloche !

Prix : 20 euros pour 1 an
Contact : nouvelle-epoque@protonmail.com



Rendez-vous sur
NOUVELLEEPOQUE.FR